ASSEMBLÉE NATIONALE

30 juin 2025

TRANSPOSITION DES ACCORDS NATIONAUX INTERPROFESSIONNELS - (N° 1617)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 125

présenté par

Mme Taillé-Polian, M. Davi, Mme Garin, M. Lucas-Lundy, Mme Sandrine Rousseau, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Duplessy, M. Fournier, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE 4

Compléter l'alinéa 13 par la phrase suivante :

« Le rapport expose également dans quelle mesure le nouveau contrat à durée indéterminée sénior contribue à l'équilibre financier de l'assurance chômage, ainsi qu'au maintien des filets de sécurité sociale destinés aux actifs âgés en recherche d'emploi, notamment l'allocation de solidarité spécifique, dont la prise en charge relève et doit continuer de relever de la responsabilité de l'État. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement d'appel, nous demandons que le rapport prévu pour dresser le bilan du CDI sénior rende également compte des efforts consentis pour préserver les dispositifs de solidarité.

Le groupe Écologiste et Social s'est opposé aux réformes à répétition ayant fragilisé l'assurance chômage, celle-ci étant par ailleurs partiellement siphonnée — sans accord des partenaires sociaux — via les lois de finances et de financement de la sécurité sociale.

Nous réaffirmons à cette occasion que le soutien financier à un filet de sécurité pour les demandeurs d'emploi, tel que l'Allocation de solidarité spécifique, doit, a minima, être prolongé.